

..... **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**Élections régionales et départementales
Un report en juin 2020, fruit du consensus politique,
mais une incapacité du Gouvernement à prévoir des adaptations de continuité démocratique**

Les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain que je représentais, ont validé le report du mois de mars au mois de juin des élections régionales et départementales et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique.

Dès l'automne dernier, à l'occasion des consultations menées par Jean-Louis DEBRE, notre groupe avait fait savoir son accord concernant un report en juin des scrutins régionaux et départementaux initialement programmés en mars. Ce report est à la fois nécessaire, du fait de la situation sanitaire, et limité dans le temps car de trois mois seulement. En cohérence, nous l'avons aujourd'hui approuvé.

Nous déplorons néanmoins qu'une fois de plus, le Gouvernement n'ait prévu aucune adaptation de nos règles électorales, qu'il s'agisse de la campagne électorale ou des opérations de vote, pour permettre que ces élections se tiennent dans de bonnes conditions. Pire, il a pratiquement refusé toutes les propositions que nous lui avons faites : organisation du scrutin sur trois jours dans les communes de 5.000 habitants et plus, vote par correspondance et expérimentation de celui-ci. Après avoir envisagé de les supprimer, il a tout de même accepté les dispositions que nous avons faites adopter en commission pour organiser une campagne officielle radio-télévisée pour les élections régionales.

Alors que nos voisins européens (Allemagne, Portugal, Pays-Bas, etc.) et au-delà (États-Unis, Israël) parviennent, en dépit de la pandémie, à organiser leurs élections moyennant des adaptations de leur législation électorale, le Gouvernement français reste les bras ballants.

Depuis les élections municipales, le Gouvernement va de report en report arguant à chaque épisode qu'il est trop tard pour s'adapter. Or, le report n'est pas une solution en soi. Ce n'est qu'une solution de facilité. Nous serions le seul pays au monde à ne pas savoir adapter notre droit électoral.

La démocratie est un bien essentiel et il faut savoir maintenir son bon fonctionnement.

Il est dès lors légitime de se demander si le Gouvernement souhaite vraiment que les élections se tiennent, s'il admet encore que le débat démocratique puisse vivre.

Les Français, dans chaque aspect de leur vie quotidienne, professionnelle, sociale, ont su s'adapter. Il est regrettable que le Gouvernement ne fasse pas preuve de la même agilité. Il en va pourtant de la possibilité pour les Français de faire valoir leur choix démocratique, au niveau local, et demain au niveau national.